



ÉDITÉ PAR LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

NOVEMBRE 2023

PRIX LIBRE (2 € EN SOUTIEN)

CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, LA PRÉCARITÉ, LES INÉGALITÉS...

CONTRE LE SEXISME



CONTRE LE CAPITALISME !

ORGANISONS-NOUS !

25 NOVEMBRE : ARRACHONS LES MOYENS POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES !

Qu'il y ait des manifestations dans le cadre de la journée mondiale contre les violences faites aux femmes est une très bonne chose. Il faut l'utiliser pour aller au-delà de la dénonciation et s'organiser pour lutter.

Cette année encore, le gouvernement refuse de fournir les moyens nécessaires pour lutter contre les violences faites aux femmes en dépit des déclarations de principe et des mesurées de Macron. Le budget moyen par victime a baissé de 26 % depuis 2018, avec 184 millions d'euros alloués contre un besoin d'au moins 2,4 milliards d'euros. Le gouvernement choisit délibérément de refuser d'allouer des moyens en s'en remettant aux collectivités territoriales (dont il coupe les budgets) et aux associations, connaissant les conséquences néfastes que cela génère : des femmes qui finissent sans-abri faute de logements d'urgence, sont abandonnées à leur sort...

Toute la politique de Macron revient à en finir avec la solidarité qui fonde les services publics pour tout privatiser, individualiser et transformer en source de profits. C'est une politique violente en tous points, qui génère encore plus de violence au sein de la société, contre laquelle nous devons toutes et tous lutter.

Macron-Darmanin : une politique sexiste, raciste pour les profits d'une poignée

La loi « immigration » de son ministre Darmanin met en danger des dizaines de milliers de personnes, travailleurs et pauvres, dont de nombreuses femmes – et personnes LGBT – fuyant les violences qu'elles subissent dans leur pays. En sou-

mettant les travailleurs-ses immigré-es et leur titre de séjour au fait d'avoir un métier (« en tension » ou pas), le gouvernement renforce la précarité et encourage une soumission complète des travailleur-ses à leur patron... et les violences potentielles qui vont avec, surtout pour les travailleuses.

Dans les périodes de crises, les populations opprimées servent souvent de bouc émissaire pour détourner l'attention. Pourtant c'est bien le gouvernement et sa politique au service des capitalistes qui est responsable du manque de moyens, de l'absence de vraies campagnes de lutte contre les violences, de l'augmentation de la pauvreté... Tout cela pour les profits des capitalistes, « quoi qu'il en coûte ».

Le besoin d'une lutte collective et massive !

On pourra lutter efficacement contre les violences faites aux femmes en luttant massivement, toutes et tous ensemble, pour faire reculer toute celle politique-là. C'est comme cela qu'on obtiendra les budgets nécessaires, les services publics, les salaires décents pour tous... Et qu'on montrera notre force collective à faire reculer le mal-vivre, la misère, la violence mais aussi la frustration et le sentiment d'étouffement qui pourrissent bien des relations humaines, jusqu'au sein des familles, parfois au prix de vies. C'est l'unité des travailleuses et les travailleurs qui peut permettre de lutter pour améliorer le sort des femmes, mais aussi de toutes les autres couches opprimées de la société. Pour cela il faut s'attaquer à la racine du problème et mettre en place une société qui permettra de mettre fin aux divisions et à l'oppression : le socialisme. C'est ce pour quoi nous luttons à la Gauche Révolutionnaire, rejoignez-nous !



Les violences sexistes sont le reflet d'une société violente et liées à l'accroissement des inégalités.

Ce pour quoi nous luttons :

► Développement des structures d'accueil, d'hébergement d'urgence, un logement décent et abordable pour tous et tous. Hausse du budget alloué aux victimes et à la prévention dans un plan global pour des services publics à la hauteur des besoins, y compris locaux : ce sont eux qui aident le plus les victimes et là où on trouve le plus d'emplois féminins. Nationalisation/municipalisation sous le contrôle et la direction des travailleurs de tous les services privatisés : pas de profits sur l'éducation, les crèches, l'assistance sociale, les transports...

► L'égalité et la hausse des salaires : plus qu'exiger le respect de la loi, luttons pour des salaires qui permettent de vivre correctement et un véritable emploi pour toutes et tous ! Pas de revenus sous 1 600 € !

► Pour une lutte efficace contre le harcèlement sexuel au travail, pour l'organisation des travailleuses et travailleurs dans des syndicats combattifs qui luttent pour des emplois stables et de bonnes conditions de travail pour tous !

► Toute attaque contre les droits des femmes est une attaque contre toute la classe ouvrière : refuser catégoriquement tout ce qui pourrait nous diviser dans notre lutte contre les capitalistes ! Contre le sexisme, le racisme et toutes les oppressions et discriminations liées au genre, à la couleur de peau, la religion supposée, etc., qui sont utilisées par les capitalistes pour nous diviser entre nous et aggraver l'exploitation. Pour l'égalité entre toutes et tous !

► Pour en finir avec la dictature du profit capitaliste et les oppressions qui vont avec, il faut que les principaux moyens de production (alimentation, transports, énergie ...) et les banques soient nationalisés. Il faut leur mise en propriété publique sous la gestion et le contrôle démocratique par les travailleurs et la population.

► Ce combat contre le capitalisme et pour le socialisme est celui de la Gauche révolutionnaire, viens lutter et en discuter avec nous !

AU DÉBUT DU SIÈCLE DERNIER, LES GRÈVES « DE DIGNITÉ » CONTRE LE HARCÈLEMENT AU TRAVAIL

La couverture médiatique des violences faites aux femmes depuis #MeToo voudrait nous convaincre que toutes les femmes subissent les mêmes oppressions et que sur ces questions il n'y a pas de division de classe. Cette question, loin d'être nouvelle, est bien ancrée dans les rapports de violence et de domination qu'implique l'exploitation capitaliste, une oppression que les travailleuses subissent doublement (en tant que femme et en tant que travailleuse).

En novembre 1892, la loi dite de « protection du travail des femmes » consacre leur situation précaire. Elle entérine des secteurs professionnels interdits aux femmes, et renforce l'idée qu'elles sont une concurrence pour les hommes, légitimant les inégalités de traitement et les différences de salaires.

Elle déclenche de nombreuses grèves d'ouvrières dans l'industrie, jusque dans les années 1930. Ces grèves appelées « grèves de dignité » liaient le refus de continuer de se laisser maltraiter par le patron ou le/la contremaître, et la révolte contre des conditions de travail et des salaires indignes, à la limite de l'esclavage. Pour la seule année 1893, on compte 55 grèves liées à l'application de la loi de 1892, atteignant 350 établissements, et 20 000 grévistes dans 20 départements.

Pour beaucoup, la revendication principale était de s'opposer au harcèlement sexuel (elles ont été totalement ou partiellement victorieuses) : les grèves dans les Manufactures des Tabacs et Allumettes (en 1895, 1897, 1899), celle des ouvrières de la porcelaine de Limoges (1905), des fromagères de Roquefort (1907) ou encore des sucrières de la raffinerie Lebaudy en Normandie (en 1902 et 1913).

Dans beaucoup d'usines, le salaire se fait à la pièce, le pouvoir du contremaître et du patron est dès lors énorme, puisqu'il peut choisir à qui donner les pièces, combien en donner, etc.

Pour les femmes, le chantage aux avances sexuelles est courant. À chaque fois, les ouvrières ont dénoncé publiquement leurs agresseurs et ont fait appel aux collègues de leur usine, aux ouvrières des autres usines et ateliers de la ville et aux syndicats pour forcer le patronat à plier. La syndicalisation féminine a d'ailleurs fortement augmenté à partir de cette période, forçant syndicats et partis de gauche à plus prendre en compte la double oppression des femmes travailleuses. Ainsi, elles ont pu gagner à la fois sur les revendications économiques (pour tous) et contre l'oppression sexiste.

L'entrée fracassante de ces femmes dans la lutte des classes, bien qu'ignorée depuis par l'Histoire bourgeoise (y compris une large partie des « féministes » bourgeoises et petites-bourgeoises), a largement contribué à améliorer la condition des femmes et plus largement la condition ouvrière dans son ensemble. Elles nous montrent la voie à suivre !



En 1924 à Douarnenez (Bretagne), les ouvrières des conserveries de sardines ont mené une grève de six semaines pour exiger l'augmentation des salaires. À la fin de la grève, « Dans la conserverie, c'est la fin du patronat de droit divin ».

COMMENT LA LUTTE POUR LE SOCIALISME A PERMIS DES PAS DE GÉANT DANS LA LIBÉRATION DES FEMMES

La révolution russe de 1917 a permis un formidable bond en avant pour les droits des femmes. Dans un pays à moitié féodal et marqué par une culture religieuse réactionnaire, les bolchéviques ont permis d'instaurer avant tous les autres pays du monde : mariage civil et droit au divorce, égalité politique et juridique entre hommes et femmes, congé de maternité, crèches, droit à l'avortement... Tout cela entre 1917 et 1920. Soit des dizaines d'années avant les autres pays.

Comme on n'était plus sous un système capitaliste basé sur l'exploitation des travailleurs et travailleuses pour la création du capital, les femmes aussi vivaient ce changement. Elles pouvaient participer activement à la vie de la société, en allant travailler et en faisant de la politique. Il y avait des crèches collectives, des colonies de vacances, tout type d'éducation collective qui permettait aux femmes de se sortir de la sphère privée et des conditions d'oppression qui existaient avant.

C'est sous le stalinisme que beaucoup de ces droits seront remis en cause, mais les acquis ont pu perdurer en partie. Malgré la propagande stalinienne qui les renvoyait souvent à un rôle de mère, glorifiait la famille et un certain puritanisme, les femmes étaient économiquement plus indépendantes et cela a permis des relations hommes-femmes plus égalitaires.

La réintroduction brutale du capitalisme a entraîné un chômage de masse, les services publics ont été privatisés, et les femmes ont été renvoyées au foyer. Elles subissent donc plus fortement l'oppression sexiste. Pour l'égalité réelle, il faut développer des moyens collectifs et gratuits de prise en charge des tâches ménagères, de soin, d'éducation... assurer l'indépendance financière des femmes, garantir la sécurité, et arracher les femmes pauvres et travailleuses à l'esclavage du « foyer » grâce à leur participation, à égal, à la gestion démocratique de la société à chaque niveau !

Seul le socialisme démocratique, basé sur la propriété et la gestion collective et démocratique des moyens de production permettra de renverser l'ordre social existant.

“ L'émancipation de la femme, comme celle de tout le genre humain, ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital.

CLARA ZETKIN
Extrait de *Batailles pour les femmes*

POUR RÉELLEMENT CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, IL FAUT LUTTER CONTRE L'EXPLOITATION CAPITALISTE !

Aujourd'hui, les aides sociales baissent, les services publics sont privatisés, les planning familiaux disparaissent... Autant de moyens d'accès aux soins, à la contraception, à l'information sur la sexualité qui nous sont retirés par le gouvernement. Par exemple, depuis 2001, trois séances annuelles d'éducation à la sexualité sont ainsi obligatoires au collège et lycée. À peine 17 % des élèves auraient cependant suivi de tels cours sur le consentement, le sexisme, les identités de genre, etc, faute de moyens et de personnel formé !

La baisse des moyens alloués à l'inspection du travail, la facilitation des licenciements, le fait de privilégier l'intérim et les contrats précaires, tout cela rend plus difficile la dénonciation des agressions et du harcèlement sur le lieu de travail. Les DRH ne sont pas plus tendres quand ce sont des femmes. Leur objectif reste la course au profit par l'exploitation violente des travailleurs et travailleuses.

Le rôle de l'État capitaliste

La violence, notamment sexiste, est le reflet d'une société violente, basée sur l'exploitation d'une majorité de la population au profit d'une minuscule minorité d'actionnaires et d'ultra-riches. L'État capitaliste recourt à la violence de manière toujours plus brutale pour maintenir les conditions de cette

exploitation. Il n'a de cesse de vouloir diviser la majorité de la population qu'il opprime sur des bases racistes, religieuses, sexistes. Dit autrement, il n'y a pas de capitalisme sans sexisme.

Une lutte de classes !

Des campagnes doivent être menées par les organisations du mouvement ouvrier organisé (syndicats, partis qui défendent les travailleurs). Tout en organisant la lutte contre la politique du gouvernement, elles doivent appeler à soutenir la lutte contre les violences faites aux femmes car les deux sont liées. Les campagnes contre le sexisme doivent lier cette question au capitalisme et appeler les femmes à s'organiser avec l'ensemble de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Tant que durera une société où les capitalistes pourront nous diviser et nous exploiter, il n'y aura pas d'égalité possible. Seule la fin de la division en classes de la société permettra d'en finir avec les fondements économiques et sociaux de toutes les oppressions. L'unité de la classe ouvrière, au-delà de nos différences de genre, d'orientation sexuelle, de religion, de nationalité ou n'importe quoi d'autre, est le seul moyen d'y parvenir, dans une lutte de masse, une lutte de classe pour renverser le capitalisme. Rejoins-nous dans la lutte pour le socialisme !



Engagées dans la lutte de classe, la prolétaire a autant besoin que la femme de la petite et moyenne bourgeoisie, et les intellectuelles, de l'égalité juridique et politique (...). Mais en dépit de tous ces points de contact (...) la prolétaire n'a rien de commun pour ce qui est de ses intérêts économiques décisifs avec les femmes des autres classes. Aussi, l'émancipation de la prolétaire ne saurait-elle être l'œuvre des femmes de toutes les classes, elle sera uniquement l'œuvre de l'ensemble du prolétariat sans distinction de sexe.

CLARA ZETKIN

Discutons ensemble pour agir ! Organisons-nous !



AGIS AVEC NOUS !

Envoie-nous un message pour devenir actif-ve ou rejoindre la Gauche Révolutionnaire

- **Insta** : Gauche Révolutionnaire
- **Twitter** : @Gauche_revo
- **Page fb** : Gauche Révolutionnaire
- **Mail** : contact@gaucherevolutionnaire.fr
- **Tel/SMS/Whatsapp** : 07.81.32.75.89

Plus d'infos : www.gaucherevolutionnaire.fr

Demande notre journal L'Égalité pour lire nos analyses

